L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 JANVIER 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
No. 43, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 30 JANVIER 1851.

AVIS JUDICIAIRES.

No. 234.—*ACTE*—Relatif à la [illegible] avis donné la personne d'Orléans.

Section 1re—*Il est donné, &c.*—Qu'à compter du premier janvier mil huit cent cinquante et un, [illegible] le vingt du mois de Juin et le vingt du mois de Décembre de chaque année, en vertu d'aucune loi, ordre ou [illegible] ne soient insérées dans aucun des journaux, de tout le temps [illegible] publiés dans la dite ville, excepté dans ceux qui seront publiés par les soins du Conseil de la Première Municipalité, et dans ceux qui seront désignés par les lois existantes, de temps à autre, pour la publication des lois et ordonnances, et qu'il soit défendu dans les [illegible] journaux, le choix desquels appartiendra au Conseil susdit, dans chaque année, de publier aucune [illegible] marchandises ou [illegible] intéressées dans les [illegible] ou vente, ou aux parties [illegible] autre officier, sous le cas, lorsque le défendeur ou les autres parties intéressées marchandises ou [illegible] seront dûment [illegible] leur propre choix. Bien entendu que tous les avis ou [illegible] français seront insérés dans un journal qui se publie en [illegible] et en français.

Section 2me—*Il est de plus décrété, &c.*—Que toutes lois ou parties de lois contraires au présent acte soient et demeurent par [illegible] abrogées.

Approuvé 29 mars 1850.

JOSEPH WALKER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

☞ Pour les avis judiciaires, voir la seconde page.

LES WHARVES DE LA PLACE D'ARMES.

Des signes non équivoques semblent annoncer le rétablissement de l'ancienne prospérité de la Première Municipalité. Sans parler de la création financière de cette partie de la ville dont [illegible] certes pas aussi compromise que celle des deux autres municipalités, nous signalerons les efforts tentés depuis quelque temps pour rappeler dans l'ancienne ville le commerce et les affaires qui s'en étaient retirés.

La mesure la plus importante qui ait été prise à cet égard est la cession des deux wharves de l'ancienne Place d'Armes à la Compagnie des steamers du Pacifique. Désormais les gros steamers de Chagres viendront mouiller en face de la Cathedrale au lieu de remonter jusqu'à Lafayette. On conçoit toute l'animation que la présence de ces magnifiques navires donnera à notre port et le mouvement qui s'établira dans ce quartier. Les maisons de Mme de Pontalba contribueront à ce résultat en offrant toutes les facilités nécessaires au commerce et en permettant à quelque esprit entreprenant de fonder tout de suite un grand hotel.

Le maire a frappé de son veto l'ordonnance du Conseil et il base son opposition sur l'existence de la loi de 1836 qui donne au Conseil Général le droit d'imposer une *taxe de quayage uniforme*. Or, il faut qu'on le sache, la Première Municipalité a affermé les deux wharves de la Place d'Armes pour un prix inférieur au tarif décrété par le Conseil General. Le pourvu-t-elle? Le maire répond que non, et nous croyons devoir reproduire les quelques lignes de son message qui ont rapport à la question :

Dans tous les temps j'ai toujours été très disposé et très désireux de donner mon appui à toute mesure tendant à améliorer les intérêts de la communauté et, puis ajouter que, dans mon opinion, l'ordonnance en question est d'une grande importance et de nature à favoriser la prospérité de cette partie incipale, aussi est-elle obtenue non-appui le plus empressé, et elle n'était en violation directe de la loi de la législature, divisant la ville de la Nouvelle-Orléans en trois municipalités; la 3de section, définissant et prescrivant du Conseil General, porte en termes exprès, que ce Conseil fixera un droit uniforme de quayage pour les navires, bateaux à vapeur et autres embarcations, abordant dans les limites de la dite ville. Cette clause accorde donc à renvoyer cette ordonnance à votre considération ultérieure.

Il serait vraiment regrettable que la Première Municipalité rencontrât dans la loi de division de 1836 un pareil obstacle au développement de sa prospérité. Mais il faut consulter l'esprit autant que la lettre d'une loi, et nous nous rangeons sans hésitation pour notre part à l'opinion de M. Benjamin et de M. Preaux, avocats du Conseil, qui déclarent que la Première Municipalité a le droit d'affermer ses wharves au taux qu'il lui plait. Le Conseil a également embrassé cette opinion et, écartant l'unanimité de le veto du maire, a maintenu son ordonnance.

M. Preaux a parfaitement élucidé la question dans la lettre qu'il a adressée à l'alderman Fabre et nous croyons devoir reproduire les passages qui établi la légalité de l'ordonnance du Conseil :

Répondant à la question qu'il a plu à Votre Honneur de m'adresser, je vous dirai avec franchise et sincérité, que, [illegible] la mesure prise par le Conseil de la Municipalité avant le droit et le pouvoir d'adopter la résolution qu'elle a adoptée à sa dernière séance, en faveur de M. James Jourdan, est [illegible] et légale et valide dans le style et dans la forme."

Voici mes raisons à l'appui de cette opinion :

1o. La résolution est relative aux règlements du port situé dans les limites de la Municipalité, et par ce charte la Municipalité a le droit de faire des règlements pour son port.

2o. Bien que la loi de division donne au Conseil General le pouvoir de fixer un droit uniforme de quayage, il n'y a rien cependant dans la loi qui dit que les autres Municipalités auront un intérêt dans la collecte de ces susdits droits dans aucune partie de la Municipalité avant le droit et le pouvoir d'adopter la résolution qu'elle a adoptée à sa dernière séance, en faveur de M. James Jourdan; cette résolution est